

Commission sur l'avenir de l'agriculture
Et de l'agroalimentaire québécois

Denis Destrempe
Producteur ovin

Le 30 mai 2007

Rimouski, Québec

Remerciement

Je tiens à remercier M. Jean Pronovost, président de la commission, Mme Pascale Tremblay, commissaire, ainsi que M. Mario Dumais, commissaire, pour l'opportunité via leurs importants travaux, d'apporter ma mince contribution à l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois de par ma petite expérience dans le monde de la production ovine.

L'agriculture moderne est soumise à un stress financier, structurel et social tout simplement indécent. De tous les regards posés sur ses intervenants de première ligne, nous les agriculteurs, nombreux sont ceux qui nous apparaissent sombre et peu envieux et qui imposent une pression humaine à la limite du supportable.

La souffrance est omniprésente dans mon entourage, fréquents accidents, épuisement autant professionnel que physique, des tensions familiales palpables et grandissantes souvent empreinte d'agressivité et même de violence et ce, sous de nombreuses formes. J'ai vu ce milieu venir à bout d'honnêtes, valeureux et pourtant nécessaires travailleurs de façon aussi cruel qu'insensé sous la pression d'un stress financier insupportable.

L'incompréhension est palpable dans les yeux d'une population pourtant sympathique à notre cause et qui du même coup questionne les courageux efforts continuels requis et la motivation qui nous pousse à fournir à chaque individu la chance de poser, pour les mieux nantis, un geste qui trois fois par jour assure leur survie.

Pourtant, on questionne son financement et ses programmes de soutien du revenu. Le système de stabilisation est remis en cause par les hautes instances gouvernementales responsables de la gestion des deniers publiques de façon aussi cavalière qu'insensée ajoutant à l'inquiétude grandissante du milieu. Les plus petites entreprises disparaissent, mais en comparaison, le système de santé lui, soigne tout son monde et le supporte sans exception, du plus petit au plus grand.

Personnellement, l'entreprise privée a permis mon établissement dans le monde agricole et avoue sans détour que sans cette contribution, l'expérience eut été impossible à réaliser. Malgré cet apport inespéré, j'y ai laissé derrière moi ma famille, une grande partie de mon estime personnelle et presque ma vie laissant un questionnement profond sur l'avenir de mon monde agricole. Malgré tout, ce milieu continu de m'attirer pour les valeurs profondes qu'on y retrouve et en émerge ainsi que son invitation à un perpétuel dépassement.

Portrait d'une expérience aussi pénible qu'enrichissante et d'une vision d'avenir d'un point de vue à la fois humain et réaliste vécu de l'intérieur d'un **service essentiel**.

Ne touché pas à l'assurance stabilisation

Personne ne saurait remettre en doute le caractère essentiel des soins de santé, les déficits y sont aussi constant qu'assumé. Le monde agricole peut y être comparé sous la même base essentielle et mérite d'être traité avec les mêmes considérations, c'est à dire, qu'en retour d'une saine gestion sous le regard aguerris de nos conseillers financiers, les déficits méritent d'y être assumés.

L'immaturation des systèmes financiers et économiques (profits mal répartis) dans lesquelles le monde agricole est plongé crée dans nos entreprises un déséquilibre pour le moins irresponsable que seul un régime contraignant (assurance stabilisation des revenus) peut et doit combler. En d'autres mots, le consommateur via ses impôts (gouvernements) doit assumer (via la stabilisation) sa propre survie alimentaire lorsque le marché ne reconnaît pas la pleine valeur pécuniaire du travail effectué. Certes, ce programme a ses tendances, c'est à dire, une petite tendance à l'inertie, mais aucun système n'est parfait, la réalité des marchés d'aujourd'hui (voir mondialisation) force les producteurs à gérer leurs entreprises de façon optimale et bien mal avisée serait le producteur qui se laisserait glisser longtemps à des efforts à la baisse. Bref, bien qu'imparfait, la nécessité de ce système doit être maintenue et l'intégrité jamais en être touchée, sinon que **pour en ajuster la fonctionnalité de façon plus pointue et l'adaptée aux différentes productions sous régime d'assurance stabilisation**. Ces revenus doivent être utilisés et versés selon un plan précis d'investissement aux entreprises justifiant ainsi les versements aux yeux des contribuables tout en assurant à l'entreprise une rentabilité accrue.

Les différentes entreprises sous régimes d'assurances stabilisation sont uniques quant à leurs stades de développement et de production, aussi, ce régime devrait faire des efforts considérables pour tenir compte du stade de développement et de productivité des entreprises, **modulé ses paiements en fonction de sa capacité de payer, ajuster les taux d'intérêts en fonction de la durée des prêts, instaurer un mode d'apport de liquidité par des congés de paiement et intérêts sur une base de 1 an par période quinquennale jusqu'à un maximum de 2 périodes permises**.

Taxé en aval

Le monde agricole a besoin plus que jamais de ressource financière adéquate et récurrente. Les profits sont mal répartis dans la chaîne et nous devons trouver un moyen de refinancer de façon équitable les fonds d'assurance stabilisation. Un moyen serait de taxer les entreprises en aval de la base agricole (les producteurs) à partir de leurs chiffres d'affaires et non les profits. Les méthodes comptables permettent trop facilement **de camoufler tous les profits que les compagnies font sur le dos des producteurs, créant un système d'abus qui doit impérativement être corrigé**. Nous ne pouvons compter sur la bonne volonté des dirigeants en aval pour corriger ce problème, le système est inadéquat et ne saurait être laissé à la simple force du marché dans un domaine aussi essentiel que l'agriculture, il faut donc trouver un

moyen de forcer toute la chaîne alimentaire à contribuer au redressement du milieu agricole, et faute de maturité, la contrainte via une taxe est un incontournable.

Création d'un fond d'investissement

De par ma propre expérience, l'entreprise privée a investi dans les immobilisations de base (Fond de terre, bâtiments, machineries et troupeau) et a respecté ma capacité de payer et a transféré les actifs au fur et à mesure que notre capacité de payer augmentais.

Il faut donc scruter l'idée de la formation d'un fond d'investissement privé et/ou publique qui respecteraient les mêmes lignes directrices dans le but d'augmenter le taux d'entreprise en démarrage, stimulant ainsi la relève et aussi, le support aux entreprises en difficulté temporaire.

Culture douteuse

Une culture douteuse s'est aussi installée vis à vis les entreprises en difficulté financière et doit impérativement être abandonnée. Suggérer des arrêts de paiements aux entreprises tout en alourdissant son capital (intérêts courus) à la fin de ces arrêts est tout simplement ahurissant et inacceptable! . Qui peut penser qu'on aide vraiment ces entreprises à reprendre le chemin de la rentabilité en leurs proposant ainsi de payer des intérêts sur des intérêts tout en augmentant leurs charges d'endettement? . La seule mesure acceptable serait tout simplement **d'utiliser une période de report équivalente à la durée d'arrêt de paiement sans intérêts ni capitaux d'endettement ajoutés.** Ces prêts étant de toute façon totalement endossés par la Financière Agricole, les institutions financières n'y perdent rien en terme d'intérêts gagnés, qu'un simple report tout au plus.

Des C.U.M.A encouragées

Des incitatifs à participer à des systèmes de coopératives d'utilisation de machinerie agricole devraient être encouragé. Devant les lourdes tendances du marché (regroupement de toutes sortes), ces coopératives portent de nombreux germes, rentabilité accrue, main d'œuvre qualifié, lien accru entre producteur, machinerie performante, bref un réel système d'entraide susceptible d'encourager et stimuler les entreprises désireuses d'augmenter leurs rentabilités.

Le mentor

Il est reconnu que 40% du savoir des entrepreneurs disparaissent avec leurs mises à la retraite et que le taux de survie des entreprises passe de 34 à 70% avec mentora pour les entreprises après 5 ans d'opération!, voilà une ressource très peu coûteuse et sous-utilisée susceptible d'engendrer une rentabilité accrue aux entreprises en phase d'établissement tout en récupérant de façon utile des dizaines d'années d'expérience. Bien exploité, elle serait un complément inégalé aux différentes formations offertes dans les différents instituts d'enseignement spécialisé du monde agricole.

Frais de dossier abolis

Tous les frais de dossier et de renégociation de prêt devrait être abolis et exigés par La Financière Agricole du Québec vis à vis les institutions prêteuses, qui, soulignons le, n'assument aucun risque vis à vis les sommes prêtées bien que nous avons que les taux d'intérêts sont négociés à la baisse en retour de ces endossements, une façon simple d'encourager le domaine agricole largement en crise et en besoin d'appui.

Charité bien ordonnée...

Le monde agricole a sa classe de bien nantie. En ce sens, je veux voir l'Union des Producteurs Agricoles assumer un leadership important et essentiel envers cette classe amplement bien positionnée en les incitant à offrir des services et des matières agricoles à coûts réduits à la relève et aux entreprises exposées à des difficultés temporaires, il est souvent facile de reconnaître ces entreprises et comme la charité bien ordonnée commence par soi-même, la grande famille agricole gagnerait à apprendre à faire des efforts accrus pour se soutenir mutuellement et envoyer aux décideurs un message clair que la solidarité est bien présente en son milieu et qu'elle est totalement disposée à faire sa très grande part.

Ressources humaines

Les programmes offerts actuellement répondent amplement aux besoins actuels de formation du monde agricole. Inutile de s'en cacher, notre rentabilité précaire nous offre une compétitivité très déficiente vis à vis le monde du travail. Nous devons nous habituer à un roulement constant des ressources humaines, les tâches offertes étant toutes routinières, habituellement peu valorisantes d'un point de vue social et exercées plus souvent qu'autrement par la classe étudiante qui disons le, s'en accommode assez bien. Il est presque superflu de souligner que la pénurie de main-d'œuvre annoncée dans les années futures ne laisse rien présager de bon de ce côté, de là l'idée de **stimuler la participation à des CUMA ce qui fournira une main-d'œuvre qualifiée, c'est à dire nous même!, favorisant ainsi une entraide organisée.**

Il faut vraiment se montrer créatif d'un point de vue administratif, confier les tâches professionnelles spécifiques et se rabattre sur les services conseils qui sont quant à

eux très bien structurés, efficaces, disponibles et nous offrent toutes les ressources techniques de pointe utile. Le MAPAQ et son soutien financier est en ce sens très apprécié et, espérons le, continuera de soutenir son réseau conseil.

Environnement

De par le caractère essentiel de l'agriculture, nous travaillons à nourrir la population et de ce fait, leur rendons un service. De par les règles de base de tout service, l'utilisateur doit en assumer les coûts. Or il est noble et primordial d'assurer la pérennité environnementale de notre milieu mais inconvenant de nous en faire assumer les coûts.

Par exemple, les structures d'entrepôts sont des dépenses nettes et improductives qui ne font qu'accentuer la pression financière sur nos entreprises. **La population délinquante agricole devrait plutôt être ciblée et surveillée adéquatement avec les ressources humaines nécessaires.** Les clubs environnementaux ont, et continueront de jouer un rôle exceptionnel de chien de garde et donne un indicateur totalement suffisant de la capacité du monde agricole de prendre soin de son environnement et de le respecter.

Santé : Prendre soin des producteurs.

Voilà le domaine le plus négligé de la production agricole. Chaque individu est souverain de sa façon de penser et voir sa vie et de se positionner dans son milieu. Cependant, les choses évoluent aujourd'hui rapidement et imposent une capacité d'adaptation tout aussi rapide.

Les producteurs agricoles souffrent terriblement et en silence, la tension est omniprésente dans les familles agricoles, il s'agit d'un monde très fermé et replier sur lui, le taux de mortalité par suicide est éloquent en soi, les risques d'accidents nombreux, résultats du stress grandissant auquel nous sommes soumis qui nous rend très vulnérable. Trop nombreux sont ceux qui croient que psychologiquement, nous pouvons arriver à tout régler nos conflits seuls, limitant ainsi les chances de rétablissement profond et durable. **Seul le caractère confidentiel de l'aide offerte aux producteurs et productrices les incitera à se livrer et profiter des judicieux et précieux conseils d'intervenants spécialisés.**

Nous devons tout faire pour en arriver à faire comprendre à la classe agricole qu'il ne s'agit pas toujours de la nature et de la qualité des efforts qu'ils consacrent qui est responsable des situations pénibles auxquelles elle est confrontée mais souvent le milieu qui ne les supporte plus adéquatement. En cela, l'importance d'obtenir une aide pour départager les choses que nous pouvons contrôler de celle qui nous sont imposées est primordial. Faire connaître toutes les ressources auxquelles les producteurs et productrices peuvent faire appel devrait être considéré tout aussi **primordial. La vie de nos agriculteurs devrait être considérée comme sacrée et traitée comme tel!** Il n'y a pas de milieu à mon sens qui souffre plus que le monde agricole. Levée le nez sur cette souffrance serait un aveu d'abandon vis à vis les plus vulnérables, nous avons le devoir de créer un filet social adéquat pour recevoir et

traiter cette souffrance, la rendre supportable et réorienter les plus blessés et touchés de notre secteur.

Ruralité

Les jeunes de demain ne miseront sur l'agriculture en région que si on leur offre une perspective d'avenir convenable, des conditions et revenus décentes tout en les gardant conscients des efforts qu'ils devront fournir et des défis auxquelles ils seront confrontés. Par contre, en cela comme en toute chose, la motivation ne saurait venir que de seul concept purement extérieur à eux-mêmes, il appartient à l'individu de situer ses propres ambitions, bien évaluer ses propres capacités et décider en toute conscience s'il peut assumer les risques, inconvénients et conséquences d'une telle décision.

La population québécoise est appelée plus que jamais à décider si elle veut supporter son agriculture adéquatement, garder ses campagnes vivantes et faire de ce domaine, tout comme la santé, un domaine essentiel à son bien être et développement. Les ressources financière gouvernementales existe, tous vous dirons que les besoins sont nombreux, mais il n'est point de service plus essentiel que la nourriture, sans elle, rien n'est possible, il nous appartient de défendre ce concept avec vigueur et persévérance.

Recommandations

- 1. Travailler à déclarer l'agriculture « SERVICE ESSENTIEL »**
- 2. Stabiliser les revenus agricoles ferme par ferme et en fonction de leur stade de développement, moduler les paiements et taux d'intérêts en conséquence, cibler les postes d'investissement de façon précise et y appliquer les sommes avec rigueur.**
- 3. Taxer les entreprises en aval sur base de chiffre d'affaire, dans le but de renflouer le système d'assurance stabilisation**
- 4. Permettre aux entreprises en difficulté de s'absoudre de leurs paiements (intérêts et capital) une fois tous les 5 ans, au maximum 2 périodes de 5 ans, de façon à remettre des liquidités dans les entreprises et établir des plans concrets de gestion et de relance, les dites périodes d'arrêt étant reportés au terme du prêt ou des prêts concernés.**
- 5. Incitation à la participation au coopérative d'utilisation de machinerie agricole (CUMA) dans le but de rentabiliser ce poste de dépense et par ricochet, fournir une main d'œuvre spécialisée (les producteurs eux-mêmes)**
- 6. Supporter les producteurs de façon adéquate d'un point de vue personnel et totalement confidentiel, créer un filet social, bien les informer des ressources du milieu disponible et les inciter à les utiliser. Considérer les agriculteurs et agricultrices comme des individus sacrés et les traiter comme tel.**
- 7. Imposer un mentor aux entreprises en difficultés et /ou la relève**
- 8. Promouvoir et défendre plus que jamais la gestion de l'offre, il n'existe pas de système plus intelligent de contrôle de production qui apporte un équilibre réel au marché et procure un revenu stable et adéquat au producteur**
- 9. Préparer un plan vigoureux de remise en contexte de l'agriculture d'un point de vue social et essentialité, et surtout, aller le vendre avec vigueur,**

rigueur et persévérance (campagne publicitaire, tribunes de toutes sortes, congrès, sensibilisation accrue, et pourquoi pas un rassemblement monstre pour marquer une nouvelle ère de reconnaissance de notre métier, car si vous ne le faites pas, je finirai probablement par le faire moi-même!)

10. Création d'un fond d'investissement privé et/ou publique dans le but de stimuler le démarrage, transfert et support d'entreprise

Conclusion : Une issue avant toute, morale!

M. le président, M. et Mme les commissaires,

Nos gouvernements, la population québécoise et canadienne et tous les individus de ce monde ont une dette importante envers leurs producteurs et productrices agricoles. Nous travaillons dans la plus stricte humilité, à la limite du mépris et de l'oubli, nous exposants à toujours plus de contraintes physiques, économiques, environnementales et psychologique.

Nous devons remettre dans le quotidien de chaque québécois l'importance du travail constant et dédié de la classe agricole d'où découlerons toutes les politiques futures et de soutien de notre milieu desquelles dépendent l'épanouissement de chaque être qui compose notre milieu.

Remettre l'être humain au centre des préoccupations du monde agricole et ne jamais l'oublié représente le plus grand défi auquel nous serons confrontés, depuis toujours, notre mission a été et sera toujours de produire des denrées comestibles et non pas des états financiers, le peuple québécois a le devoir de nous fournir le cadre nécessaire à la production de sa nourriture.

Je vous déclare personnellement l'agriculture **SERVICE ESSENTIEL** et souhaite en toute humilité vous voir vous inspirer de ces deux mots dans la rédaction de votre rapport final et travailler avec vous dans un futur rapproché à redonner à notre domaine tout le mérite et les conditions nécessaires à l'accomplissement de la plus noble des missions de ce monde.

Veiller agréer messieurs, madame les commissaires, l'expression de mes sentiments les meilleurs tout en vous remerciant de l'opportunité qui m'a été offerte de m'exprimer sur l'avenir de notre agriculture.

Agriculture, Service Essentiel

Denis Destrempe
Producteur ovin